

Comité du développement et de la propriété intellectuelle (CDIP)

**Neuvième session
Genève, 7 – 11 mai 2012**

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL AD HOC CHARGÉ D'EXAMINER L'ÉTUDE EXTÉRIEURE SUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE PAR L'OMPI DANS LE DOMAINE DE LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

1. À sa huitième session, le Comité du développement et de la propriété intellectuelle (CDIP) a constitué un groupe de travail ad hoc chargé d'examiner l'étude extérieure sur l'assistance technique fournie par l'OMPI dans le domaine de la coopération pour le développement (document CDIP/8/INF/1). L'annexe du présent document contient le rapport du groupe de travail ad hoc.

2. *Le CDIP est invité à prendre note des informations contenues dans l'annexe du présent document.*

[L'annexe suit]

1. Durant sa huitième session, le CDIP a examiné le document CDIP/8/INF/1, intitulé “Étude extérieure sur l’assistance technique fournie par l’OMPI dans le domaine de la coopération pour le développement”, et est convenu de constituer un groupe de travail ad hoc chargé d’examiner l’étude extérieure sur l’assistance technique fournie par l’OMPI (voir le document CDIP/8/INF/1) afin de recenser les recommandations qui étaient superflues ou qui n’étaient plus pertinentes, sans définir aucune priorité pour les recommandations. Le groupe de travail ad hoc a également discuté dans une moindre mesure des autres éléments de l’étude, afin de gagner du temps en vue des discussions de la neuvième session du comité.

Questions de procédure

2. Le groupe de travail ad hoc a tenu cinq réunions, selon le calendrier et l’ordre du jour ci-après :

- i) le 16 mars 2012 (programme de travail et questions de procédure)
- ii) le 21 mars (deuxième et troisième parties de l’étude extérieure)
- iii) le 4 avril (cinquième partie de l’étude extérieure)
- iv) le 10 avril (quatrième et sixième parties de l’étude extérieure)
- v) le 26 avril (projet de rapport du groupe de travail)

3. Les réunions du groupe de travail ad hoc ont été coprésidées par MM. Mathias Kende (Belgique) et Mokhtar Warida (Égypte). MM. Ahsan Nabeel (Pakistan) et Juan Camilo Saretzki-Forero (Colombie) ont assuré les rôles de corapporteurs. Les réunions ont été animées par le Secrétariat et ont été suivies par les coordonnateurs régionaux et les délégations des États membres intéressés.

4. Le Secrétariat n’a pas assuré l’interprétation pour les réunions du groupe de travail. Nombreux sont les délégations et les groupes régionaux qui se sont plaints de l’absence d’interprétation dans les langues officielles de l’ONU contrairement aux dispositions des articles 12 et 41 des règles générales de procédure de l’OMPI. Néanmoins, tout en regrettant que l’interprétation n’ait pas été assurée, d’autres délégations ont indiqué que, selon la mission du groupe de travail, ce dernier ne devait pas occasionner de dépenses et que, par conséquent, l’interprétation ne pouvait pas être assurée. De plus, selon la règle “*lex specialis derogat generalis*”, la mission du groupe de travail ad hoc l’emportait sur les règles générales de procédure. De fait, il y a eu absence de consensus sur la question de l’interprétation. Afin de faciliter la compréhension du rapport par les États membres non anglophones, les coordonnateurs du groupe des pays africains et du GRULAC au nom de leurs groupes régionaux ont demandé que le Secrétariat publie l’intégralité du rapport sur l’étude extérieure (document CDIP/8/INF/1) dans toutes les langues officielles de l’ONU.

5. Le présent rapport contient les principales questions soulevées dans le cadre des discussions sur le document CDIP/8/INF/1 ainsi que la réponse de la direction présentée par le Secrétariat. Le présent rapport vise uniquement à accélérer les discussions sur cette question au sein du CDIP. Le compte rendu des séances des cinq réunions du groupe de travail, établi par les corapporteurs, est sans préjudice des interventions et des prises de position proprement dites, et est en train d’être mis à la disposition de tous les membres de l’OMPI.

Questions de fond – recommandations qui sont superflues ou qui ne sont plus pertinentes

6. Les discussions ont porté sur les différentes questions de fond. Les comptes rendus des séances donnent des informations sur ces questions. Certaines de ces questions sont présentées ci-après :

a) *Définition et portée du terme “superflu” et de l’expression “qui ne sont plus pertinentes”*

Il y a eu divergence d’opinion et de point de vue en ce qui concerne la définition et la portée du terme “superflu” et de l’expression “qui ne sont plus pertinentes”. Le groupe de travail ne parvenant pas à s’entendre sur cette question, les coprésidents ont indiqué qu’il n’appartenait pas au groupe de travail de se prononcer sur cette question particulière.

b) *Classement des recommandations par le Secrétariat dans la réponse de la direction*

Certaines délégations ont accueilli favorablement le fait de classer les recommandations selon des catégories A, B et C, et ont approuvé ce classement. Toutefois, certaines délégations ont estimé que le fait que le Secrétariat classe les recommandations dans la réponse de la direction selon des catégories A, B et C, et notamment qu’il classe une même recommandation dans deux catégories différentes sans fournir d’explications, prêtait à confusion et générait certains problèmes, et qu’il convenait de regrouper les catégories A et B pour former une seule catégorie. Certaines délégations ont également demandé des précisions sur les raisons pour lesquelles le Secrétariat avait jugé que les recommandations figurant dans la catégorie C suscitaient des inquiétudes et que leur mise en œuvre ne pouvait donc pas être envisagée. Certaines délégations, après avoir entendu la réponse du Secrétariat concernant les recommandations qui avaient été classées dans deux ou trois catégories dans la réponse de la direction, se sont dites satisfaites des réponses apportées. Des divergences d’opinion ont été exprimées sur ces points au sein du groupe de travail.

c) *Observations sur l’étude extérieure et la réponse de la direction*

Le groupe de travail a examiné l’étude extérieure et la réponse de la direction par rapport aux recommandations qui étaient superflues ou qui n’étaient plus pertinentes. Certaines délégations ont estimé que l’étude extérieure constituait une étape cruciale car elle visait à déterminer de quelle manière les activités d’assistance technique menées par l’OMPI dans le domaine de la coopération pour le développement pouvaient être améliorées. Certains membres du groupe de travail voyaient l’étude extérieure non pas comme une critique à l’égard des travaux de l’OMPI, mais plutôt comme une opportunité d’apporter des améliorations dans un domaine essentiel pour les États membres de l’OMPI. D’autres délégations ont considéré que les recommandations découlant de l’étude extérieure reflétaient les points de vue des auteurs et qu’elles avaient permis de constater qu’un bon nombre de ces recommandations étaient dépassées en raison de la période d’activité considérée ou avaient déjà été mises en œuvre par le Secrétariat. D’autres délégations ont estimé que bon nombre de ces recommandations méritaient une attention particulière, une réponse et des mesures de la part des États membres et du Secrétariat. Certaines délégations ont considéré que la mission du groupe de travail était de se concentrer sur les recommandations qui étaient superflues ou qui n’étaient plus pertinentes.

Le groupe de travail a échangé des vues sur certaines recommandations particulières sans toutefois parvenir, au terme des discussions, à se prononcer sur les recommandations qui étaient superflues ou qui n’étaient plus pertinentes.

d) *Élaboration de la réponse de la direction*

Durant les réunions, de nombreuses questions ont été soulevées par les États membres en ce qui concerne la réponse de la direction à l’étude extérieure. Le Secrétariat s’est efforcé, dans la mesure du possible, d’apporter des réponses à ces questions. Certaines délégations ont

souligné que la réponse de la direction, malgré le fait qu'elle contienne des informations très intéressantes, ne devait pas limiter les discussions au sein du CDIP sur les recommandations découlant de l'étude extérieure ou servir de point de départ à ces discussions.

e) *Liste de recommandations qui sont superflues ou qui ne sont plus pertinentes*

Il n'y a pas eu de consensus sur la liste de recommandations qui sont superflues ou qui ne sont plus pertinentes à partir de l'étude extérieure.

Autres questions

Durant les délibérations du groupe de travail, plusieurs délégations ont indiqué quelles étaient selon elles les recommandations émanant du rapport sur l'étude extérieure qui importaient et qui devaient être mises en œuvre. Toutefois, la mission du groupe de travail n'étant pas d'examiner les recommandations pouvant être mises en œuvre, mais d'examiner uniquement les recommandations qui sont superflues ou qui ne sont plus pertinentes, il a été convenu que ces délégations pouvaient soulever cette question au sein du CDIP.

[L'appendice en anglais suit]

GENERAL STATEMENTS

African Group Submission For the *Ad Hoc* Working Group on the External Review of WIPO Technical Assistance in the Area of Cooperation for Development

The African Group would like to thank the co-chairs for steering the five meetings of the *Ad Hoc* Working Group, the co-rapporteurs for their work in preparing the minutes of the meetings as well as this compiled report, and the Secretariat for the clarifications presented in the ensuing discussions during the five meetings on both the External Review Report and the Management Response.

I. Organizational Matter

African Group requested French interpretation for the meetings of the working group in accordance with WIPO rules of procedures, in particular Rule 12 in conjunction with rule 41. African Group expressed regret that the French interpretation has not been provided in response to this request and emphasized that translation of all documents (including the External Review Report and the WG report to CDIP) and interpretation for six UN languages should be ensured in all future WIPO meetings in accordance with WIPO policy on languages and WIPO rules of procedures.

II. Identification of redundant or n° longer relevant recommendations

The African Group found that, for the purpose of this *Ad Hoc* Working Group, "redundant recommendations" are those "repeated in several parts of the External Review Report and convey the same content and intent :. "No longer relevant recommendations" are those "where there is concrete evidence of WIPO's implementation, and such implementation is complete and adequate". In light of the above, the African group has not identified redundant or n° longer recommendations in the external review report.

As for the Management Response, the African Group questioned the generality, ambiguity of its content as well as its arbitrary categorization of the recommendations into three clusters, A, B and C. In addition, the African group found that the Management Response has "double classified" the same recommendation under two different categories without proper justification or explanation, which was confusing. As an example, it could well be the case that category A and category B be merged together because they deal with recommendations acknowledged by the Secretariat for implementation. However such implementation is still a work in progress, in its early stages, and therefore implementation not completed or, in some instances, not yet initiated. As for Category C, the African Group requests clarifications about and explanation for the reasons Secretariat considered they raise concerns, and therefore, can not be considered for implementation.

For all these reasons, the African Group emphasizes that the Management Response should neither limit CDIP discussions nor constitute the basis of considering the recommendations that need to be implemented.

III. Other Elements of the External Review Report Identified

The African Group has identified important issues that merit actions and decisions by relevant WIPO bodies and organs, examples of which include : defining development – oriented assistance; developing guidelines for providing development – oriented assistance; aligning extra-budgetary resources with WIPO Program and Budget; strengthening the management, monitoring and independent evaluation; developing a coherent policy on WIPO engagement with stakeholders; ensuring staff orientation with and knowledge of Development Agenda Recommendations; enhancing process of selecting external experts and consultants and avoidance of conflict of interest; maintain existing UN classification of Member States, and enhancing WIPO internal and external coordination.

Development Agenda Group submission
for the report of Ad Hoc Working Group on External Review on WIPO's Technical assistance

The Development Agenda Group thanks the co-chairs and the co-rapporteurs for their work, also the Secretariat for its assistance and clarifications throughout the discussions in the *Ad Hoc* Working Group. The DAG has taken note of the positions expressed by the regional groups and the delegations on the various recommendations of the External review and the content of the management response.

DAG's members would like to recall the highest importance of the External review on WIPO's technical assistance, for enhancing the role of WIPO in the field of development activities which would allow our Organization to implement fully and effectively the development Agenda. The DAG has been engaged in the process of the *Ad Hoc* Working Group in order to facilitate the discussion in the CDIP/9 on how to implement the relevant recommendations of the External review. It is within this context that the DAG would like to clarify its position on :

I. Organizational Matter

The DAG expresses deep regrets and discomfort about the absence of interpretation in the working group. The DAG sees that the interpretation is a standard requirement which had to be met by any international United Nations Organization, especially WIPO which has in its Rules of Procedures, Rule 12 in conjunction with rule 41, a clear provision of interpretation in the conduct of the Working Group.

The DAG emphasizes the need to translate all documents, including the Working Group report and the External Review and recalls the fact that interpretation in all WIPO languages should be ensured in the future WIPO's meetings in accordance with WIPO rules of procedures.

II. Identification of redundant or n° longer relevant recommendations

The DAG shares the African Group's definition of redundancy and irrelevancy. We found that, for the purpose of this *Ad Hoc* Working Group, "redundant recommendations" are those that are repeated in several parts of the External Review Report and convey the same content and intent. "No longer relevant recommendations" are those where there is concrete evidence of WIPO's implementation, and such implementation is complete and adequate".

Regarding the management response provided by the Secretariat, the DAG's members found that the categorization of the recommendations in A, B and C, while it provides interesting information, could not neither, orient, nor, be the basis of our work in the CDIP. Actually, DAG is confused by the generality and the lack of evidence in the content of the management response, especially in the category A. we are in the view that though the secretariat had taken some actions in that particular category of recommendation, however the recommendations were not fully implemented and more actions need to be done. As for recommendations in Category C, the DAG requests clarifications about the reasons Secretariat considered they raised concerns or they cannot be implemented.

III. Other Elements of the External Review Report Identified

The DAG, as many developing countries, has identified important issues that merit actions by relevant WIPO bodies and organs, examples of which include : defining development – oriented assistance; developing guidelines for providing development – oriented assistance; aligning extra-budgetary resources with WIPO Program and Budget; strengthening the management, monitoring and independent evaluation; developing a coherent policy on WIPO engagement with stakeholders; ensuring staff orientation with and knowledge of Development Agenda Recommendations; enhance process of selecting external experts and consultants and avoidance of conflict of interest; maintain existing UN classification of Member States, and enhancing internal and external coordination.

Group B

“The Group B considered the recommendations under category A of the management response to be redundant since they were already reflected in WIPO activities or in ongoing reform programs. Moreover, the recommendations which raised concerns as to their implementation and are therefore classified under Category C of the management response – should not be further entertained. Finally group B understands that the recommendations contained in the Deere Report shall not be implemented unless there is a decision of the Member States to do so (the decision could be a past one, justifying implementation under Cluster A, or a future one for Cluster B).

GRULAC

With respect to the External Review of Technical Assistance (CDIP/8/INF/1), the Member States of the Group of Latin America and the Caribbean, stated the following :

- Implementing the Development Agenda is a priority in the activities of WIPO. In this regard, the consideration of *"An External Review of Technical Assistance in the Area of Cooperation for Development"* is a very important step in the discussion of the topic, since it implies the goal of identifying ways in which technical assistance activities of WIPO in the area of cooperation development can be improved. It shouldn't be seen as a critic to WIPO's work but rather the opportunity to improve an area of crucial importance for developing countries; given the fact that they are the main beneficiaries of technical assistance.
- The Member States of WIPO should review the document as a tool to improve the activities of all parties involved. The report should not be used to generate confrontation in the debate or to promote greater disagreements.
- The recommendations contained in the report "Deere Roca" must have appropriate monitoring in the future in order to ensure continuous follow up and evaluation of activities in the framework of existing mechanisms in the Committee on Development and Intellectual Property.
- With regard to the "Management Response", although the initiatives described in the report are positive, the document has not fully explained to what extent these initiatives have been effective in achieving its objectives. Nevertheless, it showed a good level of commitment of the Secretariat to improve their activities and to acknowledge challenges.
- Regarding the proposal to establish "Guidelines for Development" (Rec.5, section 2), the guidelines should not limit the right of Member States to request, make and promote any activity with WIPO technical assistance, based on specific needs.
- Recommendation 7.A (Section 2) states that Funds in Trust (FITs) supported activities should be reflected in WIPO's regular budget, programming and reporting process, and into country planning processes. In these cases, the activities derived from the FITs should be proposed by the concerned countries at any time, without any administrative restraints from the PBC. Therefore, this recommendation should be considered "no longer relevant". Guidelines in this regard should be adopted to promote but not to limit the alignment of FITs activities.
- Concerning the role of Geneva based missions; the Permanent Missions represent the government, so they should be aware of all activities being carried out in the country concerned. To this end, WIPO should report to the Permanent Missions permanently on any initiative.
- Finally, we reiterate the commitment of our countries to continue to support initiatives that help to improve the activities of WIPO in an effective contribution to the development of its Member States.

United Kingdom

Following is the list of Deere/Rocca recommendations which the UK considers as now redundant :

- B5xi, p12 : 'Processes by which Member States can guide overall planning and prioritization of WIPO DC activities'

WIPO already has the CDIP and the PBC, so another process or processes is/are not required.

- D6e, p28 : 'WIPO's Website should be upgraded to serve as a more effective vehicle for communicating with stakeholders, beneficiaries and donors about DC activities :'

WIPO already has a plan to improve their Website, and much has been done since Deere-Roca came out, so this is now redundant.

- D7c, p30 : 'WIPO should adopt a code of ethics'

This has been done.

- B5j, p 13 : 'Priority should be given to DC activities that enable South-South cooperation, and enhance sharing of experiences/expertise among developing countries'.

Since Deere-Roca came out, CDIP has made progress on this issue, so this recommendation is now redundant.

[Fin de l'appendice et du document]